



RENSEIGNEMENTS ET INSTRUCTIONS AUX INTÉRESSÉS À SOUMISSIONNER - PARTICULARITÉS

Dans le cadre du présent appel de propositions, les clauses suivantes remplacent les clauses correspondantes ou s'ajoutent au cahier « Renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner – Généralités » disponible sur le site Internet d'Hydro-Québec à l'adresse suivante :

<https://www.hydroquebec.com/fournisseurs/documents/renseignements-clauses.html>.

TABLE DES MATIÈRES

CONFIDENTIALITÉ.....	2
SIGNATURE DE LA PROPOSITION	2
ASSURANCE QUALITÉ	2
ATTRIBUTION DU CONTRAT	2
ATTRIBUTION DE CONTRAT SANS ENGAGEMENT MONÉTAIRE	2
CAPACITÉ.....	3
APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE: FRANCISATION DES ENTREPRISES	3
RAPPORTS D'ÉVALUATION DES QUESTIONNAIRES SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (SST) ET DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD)	4
DROIT DE VÉRIFICATION DES RAPPORTS D'ÉVALUATION – SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (SST) et/ou DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD)	6
MAINTIEN DES CONDITIONS DÉCLARÉES AUX RAPPORTS D'ÉVALUATION – SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (SST) et/ou DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD).....	6



CONFIDENTIALITÉ

Après avoir confirmé la participation à l'appel de propositions et afin d'obtenir toute la documentation de celui-ci, l'intéressé à soumissionner doit compléter le formulaire « **Engagement de confidentialité** », dûment signé et daté. Une fois le formulaire validé par Hydro-Québec, l'intéressé à soumissionner reçoit une notification l'informant qu'il peut désormais accéder à l'ensemble des documents de l'appel de propositions.

SIGNATURE DE LA PROPOSITION

En cliquant sur le bouton « SOUMETTRE MA RÉPONSE », le fournisseur reconnaît avoir pris connaissance des documents d'appel de propositions et accepte d'être lié par sa proposition au même titre que s'il y apposait sa signature.

ASSURANCE QUALITÉ

À la date d'ouverture des propositions, le soumissionnaire doit obligatoirement détenir un ou des certificat(s) d'enregistrement valide(s) et conforme(s) à la norme internationale **ISO 9001 en vigueur** (système de gestion de la qualité), émis par un registraire dûment accrédité et dont la portée couvre l'ensemble des activités du contrat, ou détenir l'attestation du registraire confirmant l'enregistrement.

ATTRIBUTION DU CONTRAT

Pour l'attribution du contrat, Hydro-Québec s'assure de la conformité de la proposition et tient compte de la compétence et de l'expérience du soumissionnaire, et de sa capacité démontrée de respecter les exigences du contrat en matière de qualité, de santé-sécurité, de protection de l'environnement et de délais d'exécution.

Hydro-Québec se réserve le droit de négocier avec les soumissionnaires les plus susceptibles de satisfaire à ses exigences, dans la mesure où la proposition déposée initialement est conforme aux exigences de l'appel de propositions. Les négociations peuvent porter sur les aspects techniques, économiques, commerciaux ou juridiques, ou sur tout autre aspect jugé nécessaire.

Afin d'assurer une sécurité d'approvisionnement, Hydro-Québec attribue un contrat à tous les soumissionnaires ayant accepté l'entente applicable en situation d'urgence.

ATTRIBUTION DE CONTRAT SANS ENGAGEMENT MONÉTAIRE

Les contrats attribués à la suite du présent appel de propositions seront émis sans engagement monétaire de la part d'Hydro-Québec. La valeur réelle de chaque contrat attribué à la suite du présent appel de propositions correspondra à la valeur cumulative des commandes émises, incluant tout renouvellement et toute prolongation.



Pour que le soumissionnaire soit éligible à obtenir un contrat dont la valeur réelle excède le seuil monétaire applicable fixé par décret du Gouvernement du Québec, celui-ci doit détenir une autorisation préalable à l'obtention d'un contrat public délivrée par l'Autorité des marchés publics à la date indiquée dans la clause APPLICATION DE LA SECTION III DU CHAPITRE V.1 DE LA *LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS* (RLRQ, C. C-65.1).

À défaut de détenir une telle autorisation à la date susmentionnée, le soumissionnaire ne pourra se voir attribuer aucun contrat dont la valeur réelle excède le seuil monétaire applicable. Si le soumissionnaire reçoit une autorisation telle que décrite précédemment en cours de contrat, mais hors des délais susmentionnés, la valeur réelle du contrat visé devra tout de même demeurer en-deçà du seuil monétaire applicable

CAPACITÉ

Dans l'éventualité où la présente démarche ne permettrait pas de constituer un bassin de fournisseurs suffisant pour répondre aux besoins d'Hydro-Québec, celle-ci se réserve le droit de procéder, à n'importe quel moment, à un nouvel appel de propositions et ce, afin d'augmenter le nombre de fournisseurs sous contrat.

APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE: FRANCISATION DES ENTREPRISES

1. Tout soumissionnaire, qui exerce des activités au Québec, et qui, durant une période de six (6) mois, emploie vingt-cinq (25) personnes ou plus, est assujéti au chapitre V de la section II de la Charte de la langue française ((RLRQ, c. C-11), La francisation des entreprises), et doit, pour se voir attribuer un contrat avec Hydro-Québec, joindre à sa proposition l'un des documents suivants délivrés par l'Office québécois de la langue française (l'« **OQLF** ») :

- Une attestation d'inscription auprès de l'OQLF, délivrée depuis moins de trois (3) mois. Si cette attestation d'inscription a été délivrée depuis plus de trois (3) mois, le soumissionnaire doit également démontrer à Hydro-Québec qu'il a transmis l'analyse de sa situation linguistique à l'OQLF ;
- Un accusé de réception datant de moins de douze (12) mois de l'analyse de sa situation linguistique transmise à l'OQLF ;
- Une attestation d'application d'un programme de francisation approuvé par l'OQLF et en vigueur ;
- Un certificat de francisation.

Le soumissionnaire dont le nom apparaît sur la liste des fournisseurs non conformes au processus de francisation établi par l'OQLF ne peut se voir octroyer un contrat.

2. Tout soumissionnaire assujéti à la *Loi sur la publicité légale des entreprises*, qui emploie au moins cinq (5) personnes, qui n'est pas visé par la section 1) du présent article, et qui a été choisi par l'OQLF afin de se voir offrir la mise en place des services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec, ne peut se voir octroyer un contrat s'il a :



- Refusé l'offre qui lui a été faite par l'OQLF, à moins que, par la suite, il n'ait convenu de mettre en place les services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec; ou
- Fait défaut de respecter les modalités convenues avec Francisation Québec.

Par le dépôt de sa proposition, le soumissionnaire déclare respecter les conditions mentionnées ci-avant, si elles lui sont applicables.

RAPPORTS D'ÉVALUATION DES QUESTIONNAIRES SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (SST) ET DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD)

Hydro-Québec valorise les bonnes pratiques de ses fournisseurs en matière de santé et sécurité au travail (SST) et de développement durable (DD). Ainsi, des questionnaires menant à l'obtention de rapports d'évaluation relatifs aux pratiques des fournisseurs d'Hydro-Québec dans ces domaines ont été élaborés sur la plateforme d'un partenaire externe. Les modalités entourant leur obtention et leur dépôt sont définies à la présente clause, et leur évaluation est définie à la clause « **RAPPORT D'ÉVALUATION SST – CRITÈRE DE VALORISATION** », « **RAPPORT D'ÉVALUATION SST – CRITÈRE D'ADMISSIBILITÉ** » ou « **RAPPORT D'ÉVALUATION DD – CRITÈRE DE VALORISATION** », selon le cas, des présentes.

Définitions

- Rapport d'évaluation du questionnaire Santé et sécurité au travail (Rapport d'évaluation SST) : document obtenu au moyen de la plateforme du partenaire externe et qui confirme que le soumissionnaire a répondu au questionnaire SST, fait valider ses documents et obtenu un pointage en lien avec ce questionnaire.
- Rapport d'évaluation du questionnaire Développement durable (Rapport d'évaluation DD) : document obtenu au moyen de la plateforme du partenaire externe et qui confirme que le soumissionnaire a répondu au questionnaire DD, fait valider ses documents et obtenu un pointage en lien avec ce questionnaire.
- Rapports d'évaluation SST et/ou DD : le Rapport d'évaluation SST, le Rapport d'évaluation DD ou les deux.

Modalités d'obtention des Rapports d'évaluation SST et/ou DD auprès du partenaire externe.

Pour obtenir son ou ses Rapports d'évaluation SST et/ou DD, le soumissionnaire doit s'inscrire sur la plateforme du partenaire externe. Le soumissionnaire est seul responsable de prévoir les délais suffisants afin d'obtenir son ou ses Rapports d'évaluation SST et/ou DD auprès du partenaire externe dans les temps, en vue du dépôt de sa proposition.

Le soumissionnaire doit obtenir le ou les Rapports d'évaluation SST et/ou DD au nom et au numéro d'entreprise du Québec (NEQ) (ou autre numéro d'enregistrement auprès du registre applicable le cas échéant) de l'entité juridique inscrite dans l'Espace approvisionnement d'Hydro-Québec pour laquelle il déposera une proposition.



Lorsque le dépôt d'une proposition par une coentreprise est permis, celle-ci doit s'inscrire en tant que coentreprise dans l'Espace approvisionnement d'Hydro-Québec. Si elle est juridiquement organisée, elle doit obtenir le ou les Rapports d'évaluation SST et/ou DD au nom de la coentreprise conformément aux paragraphes précédents. Cependant, si la coentreprise n'est pas juridiquement organisée, chaque membre la composant doit obtenir son ou ses Rapports d'évaluation SST et/ou DD auprès du partenaire externe.

Tout problème en lien avec le processus d'inscription ou avec l'obtention d'un Rapport d'évaluation SST et/ou DD doit être signalée directement au partenaire externe. Hydro-Québec n'assume aucune responsabilité en lien avec le processus d'inscription ou avec l'obtention des Rapports d'évaluation SST et/ou DD.

Pour lire la démarche à suivre, consultez la page Web [Questionnaire en santé et sécurité du travail et en développement durable](#). Le soumissionnaire doit prévoir un délai pour la validation de son dossier par le partenaire externe et payer les frais d'abonnement annuels applicables.

Dépôt des Rapports d'évaluation SST et/ou DD dans l'Espace approvisionnement

Généralités

Le soumissionnaire dépose, avec sa proposition, le ou les Rapports d'évaluation SST et/ou DD, selon les particularités énoncées à la présente clause.

La date d'émission de chacun des Rapports d'évaluation SST et/ou DD devant être fournis doit être antérieure à la date limite fixée pour la réception des propositions. Par ailleurs, tout Rapport d'évaluation SST et/ou DD ne doit pas avoir été émis plus de douze (12) mois avant la date limite fixée pour la réception des propositions.

De plus, tout Rapport d'évaluation SST et/ou DD déposé avec une proposition doit contenir la mention « Pointage validé » pour être pris en compte dans l'évaluation du soumissionnaire.

Le soumissionnaire, du seul fait de déposer le ou les Rapports d'évaluation SST et/ou DD, déclare que les réponses et les preuves justificatives fournies sont vraies, exactes et complètes, et qu'elles font partie intégrante de sa proposition.

Particularités de l'appel au marché

RAPPORT D'ÉVALUATION SST – CRITÈRE D'ADMISSIBILITÉ

Dans le cadre de cet appel au marché, le soumissionnaire doit joindre son Rapport d'évaluation SST à sa proposition et y avoir obtenu un pointage validé de 70 % ou plus pour être admissible à déposer une proposition. Ainsi, le dépôt du Rapport d'évaluation SST avec pointage validé de 70 % ou plus constitue une



condition d'admissibilité pour la présentation d'une proposition, en sus des autres conditions d'admissibilité énoncées aux documents d'appel de proposition. En conséquence, une proposition déposée sans un Rapport d'évaluation SST avec un pointage validé inférieur à 70 % sera rejetée.

Dans le cas d'une coentreprise non juridiquement organisée, tous les membres de la coentreprise doivent déposer leur Rapport d'évaluation SST, et tous doivent y avoir obtenu une note égale ou supérieure à 70 %, à défaut de quoi, la proposition de la coentreprise sera automatiquement rejetée.

Ce rapport permet à Hydro-Québec d'évaluer le niveau de maturité du soumissionnaire en ce qui a trait au déploiement des meilleures pratiques en SST.

DROIT DE VÉRIFICATION DES RAPPORTS D'ÉVALUATION – SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (SST) et/ou DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD)

Lorsqu'applicable, Hydro-Québec se réserve le droit de vérifier si le fournisseur se conforme aux obligations découlant des réponses et des preuves justificatives fournies aux fins d'obtention de ses Rapports d'évaluation SST et/ou DD. Une telle vérification peut être réalisée par Hydro-Québec ou par une ressource externe mandatée par Hydro-Québec, laquelle peut notamment visiter les installations du fournisseur, accéder aux registres pertinents tenus par le fournisseur relativement au contrat et demander que lui soit communiquée toute documentation qu'elle juge pertinente.

MAINTIEN DES CONDITIONS DÉCLARÉES AUX RAPPORTS D'ÉVALUATION – SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (SST) et/ou DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD)

Lorsqu'applicable, le fournisseur doit, pendant toute la durée du contrat, tenir à jour tous les documents et certifications ayant mené à l'obtention de la note de son ou ses Rapports d'évaluation SST et/ou DD validés.